

# Simulacres et simulation

Etrange projet dévoilé la semaine dernière par la Conférence des directeurs cantonaux pour la santé dans le but de solder l'affaire des 1,6 milliards de francs (voire 2 milliards, selon d'autres estimations) payés en trop par les assurés de huit cantons. Seule la moitié de la somme serait remboursée. Trois entités devraient financer la compensation : les assureurs, les assurés des cantons qui n'ont pas assez payé et la Confédération. Un montage plutôt bien accueilli par les médias romands. Ce serait, voyez-vous, mieux que rien. Mais non !

Il y a eu, dans l'assurance sociale qui constitue le cœur de l'Etat-providence, dysfonctionnements, injustices et mensonges répétés. Lesquels n'ont jamais fait l'objet de la moindre explication ou excuse. Et voilà qu'il faudrait se contenter d'un remboursement très partiel et aux allures – à nouveau ! – mensongères ? La réalité, en effet, est qu'il ne représente pas la moitié de la somme (annoncée publiquement comme une victoire), puisque la Confédération et les assureurs pris au niveau suisse sont mis à contribution. Autrement dit, les citoyens des cantons lésés devront participer à leur propre remboursement. La démocratie exige davantage que cette mascarade.

Elle exige d'abord la vérité. Que s'est-il réellement passé ? Cet argent perçu en trop dans certains cantons, les caisses prétendent l'avoir utilisé pour baisser les primes dans d'autres. Mais les faits n'ont jamais été établis. On pourrait déjà commencer par demander aux assureurs de donner avec précision la répartition, canton par canton, du bénéfice de cette opération. Mais aussi d'en dévoiler son but. Le plus logique est qu'elle ait servi à gagner des parts de marché dans certains cantons plus « stratégiques » ou plus « concurrentiels » que d'autres. Mais il reste difficile de comprendre pourquoi tous les cantons n'ont pas la même valeur commerciale à leurs yeux. Eclairer ce point serait d'une grande importance, à l'approche d'une votation sur la caisse unique.

D'autres scénarios sont possibles. Nul ne peut par exemple exclure qu'une partie de cet argent versé en trop durant quinze ans ait disparu dans des placements financiers ou ait servi à un enrichissement. De même, des questions cruciales, concernant le fonctionnement des institutions, restent sans réponse : qui était au courant de ce détournement d'argent et qui a menti ou étouffé la réalité ? Les cantons l'ont dénoncé pendant des années, de 1996 à 2011 pour être précis, chiffres à l'appui, mais ils n'ont rencontré, de la part des instances de contrôle, qu'une négation obstinée. Les assureurs ont organisé cette surfacturation, des centai-

nes de personnes savaient, mais maintenant encore, l'OFSP veut nous faire croire qu'il n'était au courant de rien. Est-ce bien sérieux ?

Ce qui aura manqué, dans cette affaire, c'est un média qui ait le courage d'enquêter. Comme l'a fait le site Mediapart pour différents scandales français. En Suisse, les médias sont en crise. Mais nous peinons à voir à quel point cette crise est autant culturelle qu'économique. Prenez les récentes réactions au projet d'économies de Tamedia Romandie. Nos politiciens ont plaidé en faveur d'une presse de proximité et diversifiée (tout en se mettant en scène dans cette même presse). Mais ce que la démocratie demande avant tout, ce sont des médias forts, indépendants, au regard aiguisé, à l'esprit curieux et prêts à porter le fer dans les endroits politiquement sensibles. Des médias qui osent créer de « l'intranquillité », pour employer un mot de Fabrice Arfi, de Mediapart.

Après l'affaire Cahuzac et la réponse du président Hollande exigeant de ses ministres qu'ils dévoilent leurs patrimoines, tout le monde, y compris chez nous, signale les limites de l'exercice. Les points de vue publiés par les journaux sur les effets dangereux de l'idéologie de la transparence s'accumulent. Beaucoup rappellent – à raison – que la transparence est devenue, dans un monde en perte de repères, la norme du vrai. Ils relèvent surtout qu'une politique de transparence ne fait pas une éthique. Elle représente un moyen, en aucun cas un but.

Tout cela est vrai. Le plus inquiétant, dans l'époque présente, ce n'est pas le manque de transparence des individus. C'est, d'une manière générale, plutôt le contraire : leur transparence face à l'opacité des entreprises et institutions. L'évolution se fait à l'envers du souhaitable : aussi bien la démocratie que l'éthique demanderaient des entreprises plus transparentes et des individus ayant droit à une certaine intimité, à l'opacité du secret. On ignore ce qui est arrivé aux 1,6 milliards de francs récoltés par les assureurs mais ceux-ci connaissent le moindre détail de la maladie de leurs assurés et du comportement des médecins qui les soignent : le voilà, le trouble, le scandale.

Les gigantesques écarts de primes perçues sans motifs clairs sont une chose. Mais l'obscurité porte bien au-delà. Elle concerne les réserves des caisses, leur chasse aux bons risques, leur gestion des données des patients et des médecins. Leurs pratiques de partage de ces données, mais aussi de l'argent, entre la partie publique (de base) et privée de leurs sociétés. Leurs organisations de lobbying et les

sommes qui leur sont consacrées. Leur gestion des réserves et leurs stratégies d'influence via des investissements (dans des médias par exemple). L'enrichissement possible des responsables et administrateurs lors de la fusion de caisses préalablement créées (cf. affaire CPT-KPT). Tout ce jeu de finance et d'influence, construit sur des non-dits et des leurres, pratiqué à une distance de plus en plus grande de la réalité soignante et de ses besoins.

Immense surprise de découvrir, à l'occasion de leur troisième congrès national, samedi dernier, que les jeunes médecins de premier recours suisses sont en majorité opposés à la caisse unique. Mais leurs arguments, pour peu qu'on s'y intéresse, se comprennent aisément. Ils veulent expérimenter de nouvelles formes de réseaux et de managed care. Leur passion, c'est le présent, non les controverses de leurs aînés. Ils ont besoin d'un système de santé ouvert à la diversité et, pour cette raison, craignent les contraintes que pourrait imposer une caisse unique. Ils ont l'impression que les caisses – qui les draguaient ouvertement lors du colloque – vont leur offrir la liberté à laquelle ils aspirent. Comment réagir ? A ces jeunes, nous ne devons pas des conseils ou, pire, des leçons. Mais la vérité. Notre devoir est d'obliger les caisses à se dévoiler. A se réformer, à prendre la transparence au sérieux, ou à disparaître. Cela, nous devons l'exiger tant que nous avons encore en mains la possibilité d'une caisse unique.

Regardez la finance mondiale, regardez l'évasion fiscale, l'impuissance des gouvernements, les moyens des grandes entreprises pour se jouer des lois. Et regardez l'argent donné en trop aux caisses : il s'agit du même simulacre. Tout le monde ment, mais ce mensonge devient la vérité collective. Il a pris la place du réel, il impose ses valeurs. Plus personne ne sait où se trouve l'argent de la planète, ni ce qu'il représente, ni s'il a encore un rapport à la réalité. De même, nul ne sait ce que sont devenues des primes payées en trop par huit cantons durant quinze ans. C'est comme si les faits n'avaient pas d'importance.

«Le passage des signes qui dissimulent quelque chose aux signes qui dissimulent qu'il n'y a rien, marque le tournant décisif, écrit Jean Baudrillard.<sup>1</sup> Les premiers renvoient à une théorie de la vérité et du secret. Les seconds inaugurent l'ère des simulacres et de la simulation». Nous y sommes.

Bertrand Kiefer

<sup>1</sup> Baudrillard J. Simulacres et simulation. Paris : Ed Gallilée, 1981.